

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 60

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2644 - Prix : 1€

ÉDITORIAL

Aux élections européennes, affirmer le camp des travailleurs face à celui du grand capital

Retraites : de nouveaux mauvais coups en préparation
Page 4

Fonction publique : démolition, en marche toute !
Page 7

Salazie-Grand Ilet

Les salariés de Léo en grève pour obtenir justice et respect
Page 9

Algérie

La mobilisation continue
Page 11

Maurice

Les travailleurs malgaches du Textile en grève pour l'égalité salariale avec les travailleurs mauriciens
Page 12

Lutte ouvrière dans les élections européennes



Une liste pour le camp des travailleurs

Aux élections européennes, affirmer le camp des travailleurs face à celui du grand capital

Le gouvernement a commencé la « restitution » du grand débat national. Des logiciels auraient analysé les deux millions de contributions et les 630 000 pages de doléances. Et d'après le Premier ministre Édouard Philippe, il en ressort... qu'il faut baisser les dépenses publiques, les aides au logement notamment !



Quel baratin ! Dans quelques jours, Macron annoncera ses choix. Il n'en sortira rien de favorable aux classes populaires. Depuis le début, ce grand débat était destiné à mettre un terme au mouvement des gilets jaunes.

En réalité, de nouvelles attaques contre les classes populaires se préparent. Il n'est qu'à voir les ballons d'essai que le gouvernement vient de lancer à propos des retraites. Macron s'était engagé à ce que l'âge de départ reste à 62 ans sous son mandat. Les ministres se succèdent maintenant pour expliquer qu'il faut financer la dépendance et que l'espérance de vie augmente – ce qui était vrai mais ne l'est plus. En outre, les employeurs se débarrassent souvent des salariés bien avant qu'ils aient atteint 62 ans. Retarder l'âge légal, c'est aussi préparer une baisse des pensions.

Autre mesure : les tarifs d'EDF, qui avaient été gelés quand le mouvement des gilets jaunes battait son plein, augmenteront de 6 %.

Quant aux capitalistes, grand débat ou pas, ils n'ont pas interrompu leurs attaques contre les travailleurs. En témoigne la situation de l'imprimerie Graphica, liquidée, et dont plus de la moitié des ouvriers se retrouvent au chômage. En France, dans la ville de Blanquefort, 800 salariés vont être licenciés par Ford, une des plus grandes entreprises mondiales. Carrefour a également annoncé la suppression de plus de 1 200 postes. Ses actionnaires se sont partagé 350 millions d'euros de dividendes, mais cela ne leur suffit pas !

C'est dans ce contexte que la campagne pour les élections au Parlement européen a débuté. Une comédie bien réglée dans laquelle on veut limiter les choix aux pro et anti-Européens.

D'un côté, les macronistes, la droite et le PS vantent les mérites de la construction européenne. Depuis 60 ans qu'elle a commencé, celle-ci ne s'est faite que pour les capitalistes. Les marchandises, la finance et les crises traversent les frontières sans contrôle. Mais l'UE n'a en rien harmonisé les droits des salariés. À l'Est, les salaires sont inférieurs à 500 euros. Au Sud, le chômage fait des ravages. Et l'Europe est devenue une forteresse dressée contre les migrants. Aujourd'hui, le ministre Castaner en est, comme l'italien Salvini, à dénoncer les ONG qui sauvent les migrants, accusées d'être « complices des passeurs ».

Du côté des souverainistes, entre Bardella, Philippot, Dupont-Aignan et Asselineau, ça se bouscule au portillon. Ce sont des démagogues. Le bilan de l'UE n'est certes pas glorieux, mais celui des États nationaux ne l'est pas non plus !

Lutte ouvrière sera bien présente dans ces élections, même si France 2 n'a pas invité Nathalie Arthaud à son débat de jeudi dernier, s'asseyant sans vergogne sur le pluralisme. Nous y dirons que, en France comme en Europe, les travailleurs ne doivent pas accepter de faire les frais de l'offensive capitaliste. Nous affirmerons qu'ils doivent mettre en avant des revendications qui correspondent à leurs intérêts.

Les gilets jaunes se sont révoltés parce qu'ils ne pouvaient plus joindre les deux bouts. Pour préserver nos conditions d'existence, il faut augmenter les salaires, les pensions et les allocations, et les indexer sur les prix.

Contre le chômage, il faut interdire les licenciements et créer des emplois, en répartissant le travail entre tous, sans perte de salaire.

Contre les grands patrons qui ferment des usines en prétendant être en difficulté, ou sont même, comme Carlos Ghosn... spécialisés dans le transfert d'argent vers leurs poches, il faut abolir le secret des affaires. Les salariés, les usagers et les consommateurs doivent pouvoir contrôler les comptes des entreprises.

Il faudra de puissantes luttes collectives du monde du travail pour inverser le rapport de force et imposer les exigences du camp des travailleurs. Mais dans ces élections, nous pourrions au moins l'affirmer en votant pour la liste Lutte ouvrière conduite par Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier. Affirmer le camp des travailleurs, dire ce que sont ses exigences contre le camp du grand capital industriel et financier, c'est déjà se préparer aux combats de demain.

Chômage et propagande : la ministre Pénicaud cumule les emplois

Le Premier ministre et sa ministre du travail Muriel Pénicaud avaient affirmé de concert qu'un chômeur sur cinq gagnait plus avec son allocation qu'en allant travailler.

Un mois après cette déclaration, Pôle emploi et l'Unedic, deux organismes publics recensant les demandeurs d'emploi, donnent chacun leur version de l'affaire. Pôle emploi confirme les dires ministériels, l'Unedic les infirme. Mais aucun, pas plus que les commentateurs, ne va au fond de l'affaire.

Sur 6 millions de chômeurs en France, seulement 2,7 millions perçoivent une allocation de chômage. Pour la moitié d'entre eux elle est in-

férieure à 860 euros par mois. Pas de quoi de vivre dignement ! Mais la ministre veut quand même aller voler dans leurs poches. La ministre, ex-haut cadre du privé à qui la seule suppression de l'ISF rapporte 62 000 euros par an, qui ne dépense pas un fifrelin de son royal salaire, discute du sort de ceux qui vivent avec un demi smic, en travaillant...

En fait, la campagne de Muriel Pénicaud prépare l'opinion à une nouvelle attaque contre les chômeurs. Il s'agirait d'économiser trois ou quatre milliards d'euros à leurs dépens dans les deux ans qui viennent. Il s'agit aussi, et c'est plus pernicieux, de renforcer les préjugés

contre les chômeurs. La ministre, et au-delà le gouvernement et le patronat, voudraient opposer la fraction du monde du travail qui est contrainte de vivre d'allocations tout ou partie du temps à celle qui, pour l'instant, conserve un emploi en CDI.

Les travailleurs, au contraire, doivent mettre en avant leur communauté d'intérêts quelle que soit la diversité des situations. Contre le chômage, pour défendre leur existence matérielle comme pour affirmer leur conscience de classe, ils devront revendiquer l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous les bras disponibles, sans diminution de salaire.

Le chômage repart à la hausse

Lors de sa campagne présidentielle, Macron avait déclaré qu'en donnant plus de liberté aux patrons pour licencier sans risque d'être condamnés, ils embaucheraient davantage.

Le résultat, l'Insee nous le livre aujourd'hui pour ce qui concerne La Réunion. Le chômage a augmenté de 2 % depuis 2016 et s'établit à 24 % de la population active. Quel succès !

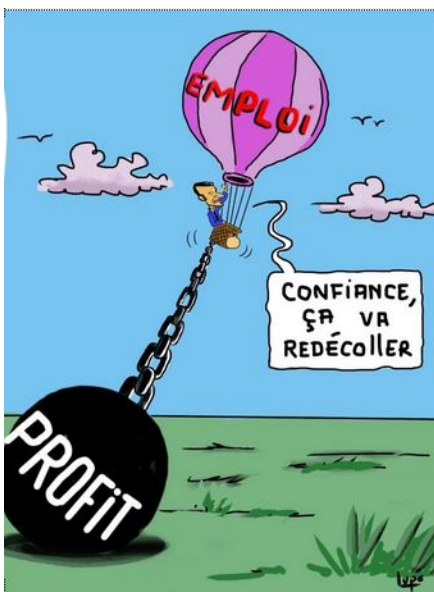
Plus le gouvernement aide le patronat et plus celui-ci en profite. Le pouvoir d'achat des salariés, mais aussi des chômeurs et des retraités ne cesse de se dégrader face à des prix qui ne cessent d'augmenter. Et le fait qu'un travailleur sur quatre est au chômage met les patrons en position d'effectuer un chantage permanent à l'emploi quand leurs salariés réclament des augmentations de

salaires.

La politique de Macron ne sert que le patronat et fragilise la situation des travailleurs.

Il faut qu'ils s'y opposent.

Il faut aussi qu'ils imposent leur dû à leurs employeurs : augmentations de salaires, arrêt des licenciements et, au contraire, les créations d'emplois nécessaires !



PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 13 AVRIL de 9H00 à 10H30

MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 27 AVRIL de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 28 AVRIL de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 10 MAI de 8H30 à 10H00

Retraites : de nouveaux mauvais coups en préparation

Après les déclarations d'Agnès Buzyn, la ministre de la Santé, expliquant « docteurusement » que les gens vivent de plus en plus âgés et qu'il serait logique selon elle qu'ils travaillent plus longtemps, toute la clique gouvernementale, à commencer par le premier ministre Edouard Philippe, s'est engouffré dans la brèche pour y aller de leur petit couplet sur la soi-disant nécessité de reculer encore de quelques années l'âge de la retraite.

La droite a renchéri avec Valérie Pécresse, Xavier Bertrand et Eric Woerth qui tous proposent de le reculer à 65 ans. Le président du Medef en a rajouté une couche par la voix de son président, Geoffroy Roux de Bézieux, qui a déclaré « Soit on ne touche à rien et on va être obligé de baisser les pensions (sic!), soit on se pose la question ».

Tous ces parasites du travail qui

ne savent rien du travail posté en usine, du travail de nuit, sur les chantiers, de la fatigue accumulée après toute une vie de travail, veulent continuer à décider dans leurs conseils d'administration des grandes entreprises, dans leurs bureaux ministériels feutrés, du sort qu'ils réservent aux travailleurs au soir de leur vie.

Cette prétention doit être battue en brèche. L'âge de la retraite repoussé déjà à plus de 62 ans et jusqu'à 67 ans épuise ceux et celles qui escomptaient pouvoir bénéficier d'un repos bien mérité après toute une vie de travail. Le montant des retraites a déjà été réduit du fait de l'augmentation de la CSG, après avoir été bloqué pendant plusieurs années. Ça suffit !

Medef, gouvernement, bas les pattes devant nos droits à la retraite et devant leur montant !

Ce qu'il nous faut c'est le retour à

la retraite à 60 ans, 55 ans pour les métiers difficiles, la revalorisation immédiate des retraites, pas de retraite en-dessous du Smic, et le Smic à 1800 € net !

Retour à la réalité

Pour rappel, et selon la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV), la retraite moyenne de base à La Réunion s'établissait en 2017 à 631 €, et avec la retraite complémentaire pour une retraite complète, à 997 €. Ce qui signifie que de très nombreux retraités disposent de montants encore bien inférieurs à ces valeurs moyennes pour survivre.

Une situation scandaleuse et inhumaine quand on voit les riches se pavaner et jongler avec des millions d'euros au-dessus de la tête de cette partie de la population en souffrance.

Cadeau fiscal pour les investisseurs

Le 1er avril est la date d'entrée en application d'un nouvel avantage fiscal en faveur des « investisseurs », petits rentiers mais aussi promoteurs immobiliers, qui remettent en location des logements anciens.

Selon une étude publiée en 2016, plus de 100 000 logements sont durablement vides, directement habitables et situés dans des régions où la demande est spécialement forte. Si cette situation perdure, c'est parce qu'aucun gouvernement n'a décidé de réquisitionner les logements disponibles, malgré la loi qui donne ce pouvoir aux préfets.

Le gouvernement actuel fait mine de se saisir du problème mais, au lieu d'ordonner les réquisitions nécessaires, il offre aux propriétaires qui remettent un logement ancien en location un avantage fiscal comparable à celui dont bénéficient déjà ceux qui achètent un logement neuf pour en tirer un loyer. Pour le neuf, ce cadeau est dénommé le Pinel, du nom d'un ministre du Logement sous Hollande. Pour le logement ancien, c'est le De-

normandie, l'actuel ministre qui s'en est fait le champion auprès des promoteurs.

Sur les conséquences possibles de tels avantages fiscaux, le journal Les Échos du 2 décembre dernier était sans illusion : « Le Denormandie dans l'ancien pourrait avoir le même effet, si les promoteurs qui choisissent de l'utiliser profitent de cette

aubaine pour augmenter leurs prix. » Le journal ajoutait : « Ils le font fréquemment de plus de 10 %, lorsqu'ils commercialisent les appartements Pinel comme des produits financiers. » On comprend pourquoi Denormandie, comme ses prédécesseurs, mérite que son nom soit cité au panthéon des promoteurs immobiliers.

MACRON AUX PROMOTEURS IMMOBILIERS



Dépendance : gouvernement et patronat conseillers, mais pas payeurs !

Partant des projections statistiques concernant l'augmentation du nombre de personnes âgées dépendantes qui prédisent un doublement du nombre de personnes âgées de plus de 75 ans d'ici 2070, le gouvernement a commandé un rapport au haut fonctionnaire Dominique Libault pour établir un plan de financement des aides aux personnes âgées dépendantes (Ehpad, aide à domicile).

Ce rapport préconise une augmentation du nombre de salarié(e)s prodiguant les aides à la personne, une augmentation de leur rémunéra-

tion, une augmentation du nombre de structures d'accueil et des structures de plus petites tailles.

Autant ces préconisations semblent aller dans le bon sens, autant les moyens préconisés par le rapporteur pour les financer sont inacceptables.

En effet celui-ci propose comme source de financement à partir de 2024, de prolonger au-delà de cette date l'existence de la Contribution pour le Remboursement de la Dette Sociale (CRDS), contribution instaurée en 1996 par Juppé et destinée à combler le déficit de la Sécurité so-

ciale.

2024 étant l'année à partir de laquelle ce déficit était sensé disparaître. Et avant cette date Libault préconise, sans gêne, de puiser dans les excédents de la Sécurité sociale ou dans le fonds de réserve des retraites. En un mot de puiser dans la poche des travailleurs ou dans les fonds destinés à financer leurs pensions !

Comme pour les retraites, la dépendance doit être financée par le patronat, en prenant sur ses profits tirés de l'exploitation des travailleurs, pas sur ces derniers !

Transport gratuit, oui, mais sans les capitalistes !

Le Conseil régional a lancé fin février une étude sur la gratuité des Cars jaunes.

Selon son président Didier Robert, il s'agirait de répondre à la demande des Gilets Jaunes qui réclamaient une augmentation du pouvoir d'achat.

Didier Robert n'est pas l'ami des pauvres et des travailleurs. Mais son annonce, qui est peut-être un gros coup de « com' » comme ses fameux « 2000 bus » qui sont toujours au point mort, a suffi pour qu'intercommunalités et sociétés privées de transport de voyageurs se liguent pour dénoncer une fausse gratuité qui coûterait plus cher aux collecti-

vités.

Actuellement, le réseau interurbain Cars jaunes coûtent 26 millions d'euros à la Région. Seuls 23 % des dépenses sont couverts par les recettes de billets d'un montant d'environ 6 millions, le reste étant couvert par les subventions versées par l'État et les taxes et autres impôts prélevés par la Région.

Selon le président du syndicat mixte des transports (SMTR) la gratuité des bus pour les usagers représenterait un manque à gagner pour la Région et, par ricochet, une baisse des recettes des communautés de communes qui ont la charge des réseaux urbains de transports en

commun.

Mais si les élus des collectivités locales parlent en effet volontiers du manque de moyens pour gérer et faire rouler les transports en commun, ils ne disent pas un mot sur les profits des compagnies de transport à qui ils offrent de juteux marchés sous couvert de « délégation de service public ».

Rendre les transports en commun gratuits serait possible, à condition de se passer des services des capitalistes qui rançonnent les usagers et la population et à condition que l'État mette l'argent suffisant pour en faire un véritable service public.

Didier Robert n'irait pas jusque là !

Robert ou les tribulations d'un représentant de commerce en Chine

Les efforts déployés par le président de Région pour plaire au patronat ne payent pas toujours.

Ainsi il y a un an, en mars 2018, Didier Robert annonçait-il fièrement la création future d'une plateforme logistique dans le port industriel de Tianjin en Chine sensée offrir aux investisseurs réunionnais un vaste marché potentiel de 1,4 milliard d'habitants.

Pour faire bon poids il prétendait aussi avoir noué un partenariat avec une compagnie aérienne chinoise

pour emmener des touristes chinois par « vols spéciaux » à La Réunion et des Réunionnais dans l'autre sens.

Aujourd'hui, un an après, les chimères de Robert se sont perdues dans les nuages...

Le président de la Région prétend, dans des explications embarrassées, qu'une autre priorité s'est imposée à lui : redonner du pouvoir d'achat aux Réunionnais !

C'est une blague ? En tout cas pour l'instant, les classes populaires n'en ont pas encore vu les effets !

Les prix des carburants et du gaz, qui ont été à l'origine du mouvement des Gilets Jaunes, sont repartis à la hausse de plus belle depuis deux mois, le tarif Edf explose, le « bouclier qualité-prix » n'arrête pas les hausses dans les grandes surfaces, etc.

Pour les travailleurs la girouette Robert ne donne qu'une indication : le blabla ne paie pas, seul le combat paiera !

Accompagnants d'enfants handicapés : précarité, bas salaires

Le personnel accompagnant les enfants handicapés dans les établissements scolaires se mobilisent depuis plusieurs mois, à travers de nombreuses manifestations, pour l'amélioration de leur situation.

Se contentant de proclamer le droit des enfants handicapés à l'éducation, les gouvernements se sont peu souciés de donner à l'école les moyens de remplir cette obligation, et les personnes chargées de travailler avec les enseignants pour encadrer ces élèves ont toujours été considérées comme des salariés au rabais. La précarité et les bas salaires sont la règle. Une partie d'entre eux, les accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH), sont recrutés en CDD et ne peuvent passer en CDI qu'au bout de six ans, si l'Éducation

nationale n'a pas mis fin à leur contrat avant. Les auxiliaires de vie scolaire (AVS), eux, sont engagés sur des contrats aidés encore plus précaires.

Quant aux salaires, ils sont bien souvent de 700 euros par mois, pour un temps partiel qui est la règle. Avec de telles conditions, les allégations du ministère sur ses difficultés à recruter sonnent comme une belle hypocrisie.

Les enfants concernés sont victimes de cette politique. Au moins un tiers de ceux qui se sont vu prescrire un accompagnant n'en ont pas. Cette situation désastreuse va de pair avec le manque de places en établissement spécialisé pour les cas les plus graves, ce qui laisse aux parents comme seul recours l'inscription

dans une école ordinaire. Le nombre d'enfants handicapés devant être scolarisés dans les écoles augmente ainsi chaque année, mais pas le nombre d'accompagnants.

Les AESH et les AVS manifestent aussi contre un projet de loi qui leur imposerait un second employeur, les communes, pour des activités périscolaires, avec à la clef la perspective de nouvelles tâches et des lieux de travail multiples.

Face à ces nouvelles menaces, les revendications du personnel accompagnant les enfants handicapés sont simples : la fin de la précarité avec des emplois stables et à temps plein, un véritable salaire, et la création des emplois nécessaires pour couvrir tous les besoins.

Deux poids, deux mesures

Bien que s'étant enrichi à millions pendant des années grâce à la manne de la commande publique (NRL, etc.) et en exploitant ses salariés, le patron de transport routier Bernard Caroupaye, président du syndicat FNTR et élu à la Chambre de Commerce et d'Industrie de La Réunion a « oublié » de payer ses impôts. 3 millions d'euros ont ainsi échappé au fisc après l'organisation de la fraude.

Son affaire repassait en Cour d'Appel après qu'en première instance le tribunal correctionnel avait requis contre lui quatre ans de prison, dont un ferme, et 10 ans d'exclusion des marchés publics.

Si la Cour d'Appel a confirmé sa peine prison qu'il n'aura sans doute pas à effectuer parce que vraisemblablement aménageable... elle a ramené son exclusion de la commande pu-

blique à 5 ans considérant qu'il avait seulement fait preuve de négligence et non de fraude intentionnelle, comme Caroupaye l'avait avancé pour sa défense par avocat interposé.

La complaisance de l'État à l'égard du patronat ne se dément pas... comme son indifférence, voire son hostilité aux travailleurs et aux pauvres quand ils réclament ou manifestent pour leurs droits !

Le capitalisme, un danger permanent et parfois mortel pour la population

Le fisc et les organismes de protection sociale ne sont pas les seules victimes des agissements délictueux du capitaliste de l'immobilier Apavou.

Jeudi 28 mars, le balcon d'un appartement situé au 3ème étage d'un immeuble construit par ses sociétés rue Jacques Brel dans le quartier Les Gaspards à Sainte Marie s'effondrait et s'écrasait sur le balcon du dessous sans faire, par chance, de victimes.

La corrosion du ferrailage du balcon serait à l'origine de sa chute, c'est dire la qualité des matériaux employés par ce patron pour

construire les milliers de logement sociaux qui sont aujourd'hui dans un état avancé de délabrement.

Suite à cet accident, l'accès aux balcons de l'immeuble concerné a été condamné. Les locataires vont se retrouver dans l'obligation de déménager (à leurs frais?) en attendant que les travaux de vérification de tous les balcons et de leur consolidation ou de leur reconstruction se fassent.

En attendant les loyers continuent à être demandés aux occupants de cet immeuble...

Il ne suffit pas aux capitalistes de voler la population, leur obsession du

gain facile les amène même à mettre en danger la vie des gens.



Marine Le Pen à La Réunion : démagogie nationaliste et défense du capitalisme !

En visite dans l'île après être passée à Mayotte, la dirigeante du Rassemblement national s'en est prise à « l'Europe », à l'Octroi de Mer et, bien sûr, aux immigrés !

L'Europe, a-t-elle affirmé, est responsable de la « concurrence déloyale » qui profite aux grands groupes... comme si les grands groupes avaient attendu la création de l'Union européenne pour mettre en coupe réglée toute la société et exclure du marché les petites entreprises !

Ce coup de patte contre les grands groupes était d'autant moins convainquant qu'elle était accompagnée d'André Rougé, le Mr Outre-Mer du Rassemblement national, un ex-directeur commercial du groupe

Bouygues... Une entreprise au bord de la faillite comme chacun sait !

Puis elle s'en est prise à l'invasion Sri Lankaise à laquelle La Réunion a échappé.

Pensez-donc 70 immigrés atterrissant au Port après 4000 kilomètres de galère sur un rafiote, quelle armada et quel danger pour les 860 000 Réunionnais !

Voilà en tout et pour tout à quoi se résume le programme de la dirigeante du RN. Des affirmations fausses en matière économique et des préjugés dangereux contre les étrangers... et bien sûr pas un mot contre le patronat qui se gave comme jamais dans l'île sur le dos de la population et est le seul responsable de la vie chère et du chômage.

Marine Le Pen se présente comme une candidate anti-système. En fait elle désigne des boucs émissaires aux travailleurs (l'Europe, les immigrés) pour ne pas mettre en cause le pouvoir du patronat sur la société. C'est une ennemie des travailleurs comme Macron, Hollande et Sarkozy, mais aussi Sinimalé et Tien-Ah-Koon qui lui ont réservé bon accueil au vu des bons scores qu'elle a fait dans leurs communes respectives. Tout ce petit monde, hostile à la classe ouvrière, se tient la main en vue des futures élections européennes, mais aussi communales.

Les travailleurs auraient bien tort de leur accorder crédit et suffrages.

Fonction publique : démolition, en marche toute !



Le ministre de l'Action et des comptes publics Darmanin prépare une attaque massive contre tous les travailleurs de la fonction publique. L'objectif principal est d'appliquer le plan de suppression de 120 000 postes d'ici 2022.

Son projet de loi prévoit ainsi de faciliter encore plus le recrutement de contractuels, c'est-à-dire de travailleurs embauchés avec un contrat de droit privé, qui représentent pourtant déjà plus de 20 % des salariés de la fonction publique. De plus, un contrat de projet est créé, sorte de CDD lié à une mission précise, pour

une durée maximale de six ans mais pouvant être rompu à tout moment.

Quant à la rémunération, de nombreuses mesures favorisent l'augmentation individuelle au mérite. C'est d'autant plus révoltant que le point d'indice qui détermine l'augmentation générale des salaires est, lui, gelé depuis des années.

Quant aux nouvelles possibilités de mutations, elles faciliteront le plan de massacre de l'emploi. Un dispositif de rupture conventionnelle est mis en place, déjà largement utilisé dans le privé, qui masque bien souvent un licenciement. Par ailleurs, en cas de

privatisation du service, la direction pourra détacher d'office le fonctionnaire en CDI dans l'entreprise ayant repris l'activité, sans demander son avis.

Toutes ces mesures annoncent moins de travailleurs dans les hôpitaux, moins d'adultes dans les établissements scolaires, moins de transports en commun... La population en paiera les conséquences, aussi parce que les jeunes arrivant sur le marché du travail trouveront moins de postes.

Cet argent volé aux travailleurs de la fonction publique et aux usagers des services publics finira, comme toujours, dans les poches du grand patronat et des banques, sous la forme d'aides, de subventions et de remboursements de prêts.

Les travailleurs du public et ceux du privé, qui ont subi le même type d'attaques avec les ordonnances Macron en 2017, ont bien les mêmes ennemis : les capitalistes et les gouvernements à leur service. C'est ensemble qu'ils seront plus forts pour riposter.

Enseignement : la mobilisation grandit

Samedi 30 mars, d'après le ministère de l'Intérieur, il y avait 36 000 manifestants en France, dont 6 500 à Paris, contre la loi Blanquer. Le mécontentement est profond dans l'Éducation nationale où, sous couvert de réformes, le ministre supprime des postes à tous les échelons.

Dans le primaire, les enseignants et les parents se sont particulièrement mobilisés. Outre les suppressions de classes, il s'agit de s'opposer aux « établissements publics des savoirs fondamentaux », dont l'objectif sera de rassembler un collège et plusieurs écoles du même secteur, sous la direction du principal de collège. À terme, cela revient à enlever à nombre de directeurs d'école leurs décharges. Ainsi ils n'auront plus le temps de recevoir les parents et de régler des problèmes administratifs. Même ce qui peut apparaître comme un progrès, comme l'école obligatoire à trois ans, est en fait vécu comme une nouvelle injustice : cette nouvelle disposition oblige en effet les municipalités à accroître leurs subventions aux écoles privées, alors que nombre d'entre elles manquent d'argent pour rénover les écoles pu-

bliques, voire pour en construire de nouvelles.

Dans les collèges et les lycées, les moyens horaires sont encore en baisse cette année. Cela se traduit par plus d'élèves par classe, moins de dédoublements, moins d'heures pour aider les élèves ou faire des projets adaptés. La réforme du lycée et du lycée professionnel supprime également de nombreuses heures d'enseignement général.

Ainsi 2 650 postes vont disparaître dès la rentrée prochaine, un immense plan de suppressions d'emplois. Pour le mener à terme, non seulement la précarité augmente

dans l'Éducation nationale, mais le ministre veut imposer plus d'heures supplémentaires aux enseignants, alors que le chômage augmente et que les conditions d'enseignement et d'apprentissage sont de plus en plus difficiles.

Dans de nombreux endroits, les enseignants se mobilisent et cherchent à entraîner leurs collègues, pour créer, malgré des organisations syndicales bien peu déterminées, un véritable rapport de force contre ce ministre dont l'horizon se limite à faire des économies sur le dos des jeunes.



La manifestation à Paris le 30 mars.

La malnutrition est liée au système capitaliste

En dix ans, le nombre de pays africains dépendants de l'aide alimentaire internationale est passé de 20 à 31 selon la FAO. La moitié des pays du continent sont frappés par la malnutrition. La principale raison actuelle de ce désastre, ce sont les conflits qui minent ces pays. Cette année 15,3 millions de personnes sont menacées dans plusieurs pays dont le Burkina Faso, le Cameroun, le Niger, le Nigeria, le Mali et le Tchad. Les combats, les déplacements massifs de population, les exactions de groupes armés, liés directement ou indirectement aux grandes puissances et à leurs capitalistes, engendrent un

chaos qui détruit les systèmes de production agricole et de distribution. Il y a quelques années les experts de l'ONU prétendaient faire de l'élimination de la faim et de toutes les formes de malnutrition, une des priorités de la politique internationale pour 2030. Cet objectif est abandonné faute de financements. Même dans des périodes dites de prospérité, l'économie capitaliste n'a pas permis à l'humanité de manger à sa faim car elle est basée sur les lois du marché. Le chaos impérialiste actuel est un facteur aggravant qui à lui seul suffit à condamner ce système.



Flickr

SALAZIE – GRAND ÎLET

Les salariés de Léo en grève pour obtenir justice et respect



LO

Lundi 1er avril, une quinzaine de salariés (sur 39) de cet élevage de poules pondeuses (100 000 oeufs produits par jour !) se sont mis en grève pour s'opposer au licenciement d'un des leurs, candidat CGTR à l'élection prochaine au Comité Social et Économique (CSE) de cet établissement.

Si la production d'oeufs a permis au propriétaire de l'entreprise de s'enrichir, elle n'a pas fait la fortune de ces travailleuses et travailleurs qui triment dans des conditions difficiles à trier, calibrer, nettoyer, emballer et transporter les oeufs vers les

grandes surfaces de toute l'île pour des salaires au SMIC, tous les jours de l'année.

Les grévistes ont dénoncé à cette occasion les journées sans fin des chauffeurs, les heures supplémentaires non payées, les heures de nuit non majorées, le travail sept jours sur sept, les cadences de travail sur les chaînes de production avec en plus les pressions et les propos blessants du patron.

Mis hors de lui, le patron a été jusqu'à traiter les militants de la CGTR de « violeurs », a accusé les grévistes de vouloir casser l'entreprise

lors de la négociation tenue avec une délégation de grévistes mercredi 3 avril.

Les plus anciens ont enduré ce régime pendant plus de vingt ans, mais ce 1er avril « la corde la cassé », le ras-le-bol s'est enfin exprimé malgré le chantage à l'emploi, les ladi lafé et la peur distillée pendant des années pour diviser les travailleurs.

Apprenant que leur candidat à l'élection au CSE avait finalement accepté son licenciement, les grévistes ont repris le travail vendredi 5 avril, mais en affirmant qu'il y en aurait d'autres pour prendre la relève de celui qui s'était désisté de sa candidature au CSE et sans mettre dans leur poche leurs autres revendications (300 € pour tous, respect des horaires maxima de travail, instauration d'une prime d'ancienneté, respect des travailleurs, etc.)

En répondant par la grève à cette énième provocation de leur patron, les salariés de Léo lui ont clairement fait savoir qu'ils ne seront plus prêts dorénavant à endurer sa loi sans réagir collectivement. C'est un tel événement qui peut marquer un tournant dans une vie de travailleurs exploités !

TOITURE DU SUD

La course au profit est criminelle

Deux ouvriers employés par l'entreprise Toitures du Sud travaillant à la pose de tôles sur une maison de deux étages en construction à Petite Île ont chuté de plusieurs mètres après s'être fait électrocuter par une ligne moyenne tension passant au-dessus la maison (*Le Quoti-*

dien du 28 mars 2019).

Non content de ne pas avoir sécurisé et fait surveiller le chantier, le patron laissait travailler ces ouvriers sans casques, ni baudriers. Résultat ces deux travailleurs s'en sont sortis avec de graves brûlures, de nombreuses plaies et traumatismes crâniens.

Qu'importe à ce patron de mettre la vie de ses ouvriers en danger puisque la seule chose qui compte pour lui, comme pour tant de ses homologues, c'est de réaliser le maximum de profits en dépensant le moins possible !?

On est loin du compte !

Les dernières négociations annuelles obligatoires entre les syndicats des salariés et les organisations patronales dans le BTP ont accouché de 2,2 % d'augmentation de salaires au 1er mars et 1,8% sur toute l'année 2019.

Du côté des patrons, seule la CAPEB (Confédération de l'artisanat et de petites entreprises du bâtiment) a signé l'accord avec les syndicats. La FRBTP, la principale organisation patronale, s'est contentée d'une recommandation d'appliquer cet accord.

Avec cet accord partiel, la menace de grève agitée par l'intersyndicale avant les premières négociations s'est évaporée. La CGTR BTP a levé le doute en déclarant qu'elle attend désormais l'extension de l'accord par la DIECCTE à toute la branche.

1,8% c'est tout ce que les patrons ont consenti à lâcher aux 17 000 travailleurs du BTP. Cela représente à peine 30 euros nets de plus par mois sur un salaire d'ouvrier. Mais ce qu'il faut aux travailleurs c'est au moins



dix fois plus !

Même si les patrons du BTP ne cessent de râler sur les difficultés qu'ils rencontrent, ils ont les moyens de payer.

En effet, rien que le cadeau du CICE qui leur est offert gracieusement par l'État sans contrepartie, représente un montant équivalent à 9 % de la masse salariale.

Depuis le 1er janvier 2019, le gouvernement Macron a encore ren-

forcé la réduction générale de cotisations patronales en l'étendant à la cotisation de retraite complémentaire et à partir d'octobre, à la contribution d'assurance chômage.

Il faut ajouter à tout cela, les autres réductions, voire exonérations des impôts sur les sociétés, les taxes foncières, etc. grâce à la situation de La Réunion en zone franche globale.

De l'argent, il y en a dans la poche du patronat !

DANS LE MONDE

ALGÉRIE

Rivalités au sommet

Sous la pression populaire et avec la fin annoncée du règne de Bouteflika, l'homme qui avait réussi à faire le consensus entre les différentes factions du régime, la crise politique qui agite les sommets du pouvoir s'étale au grand jour.

Il a fallu attendre le 2 avril pour que Bouteflika annonce sa démission de la présidence.

Samedi 30 mars, un autre clan s'est réuni autour de l'ex-président et officier Liamine Zeroual, afin de tenter de mettre un terme à la contestation. Parmi les participants, un

certain Toufik, qui a dirigé pendant vingt-cinq ans le DRS, le puissant service du renseignement, démantelé par Bouteflika.

Fâché de cette réunion où il n'était pas convié, Gaïd Salah a annoncé l'interdiction de sortie du territoire de riches hommes d'affaires, tous liés à Bouteflika. Cela lui a valu d'être salué par la presse, qui s'est félicitée de cette action, et par des personnalités comme Bouchachi, l'avocat ex-porte-parole de la Ligue des droits de l'homme, pressenti comme homme intègre apte à

conduire la transition politique.

Tous ces clans au sein du « système » tant décrié par les manifestants depuis des semaines, sont des ennemis acharnés des classes populaires. Ils ont prospéré durant des années derrière le paravent Bouteflika, ils sont rivaux mais prêts à s'entendre pour faire intervenir l'armée afin d'écraser le mouvement populaire. Il faudra bien qu'un jour les uns et les autres rendent des comptes sur toutes les richesses volées et les souffrances endurées par le peuple algérien.

La mobilisation continue

Mardi soir 2 avril, Abdelaziz Bouteflika a finalement remis sa démission. La présidence de la République étant désormais vacante, c'est le président de la Chambre haute algérienne, Abdelkader Ben Salah, qui assurera l'intérim. C'est le résultat de l'énorme pression qu'exerce le peuple algérien depuis plus d'un mois, et aussi des pressions de l'armée ou en tout cas de son chef d'état-major Gaïd Salah qui depuis plusieurs jours demandait que Bouteflika laisse la place. Il en faudra certainement plus pour que le régime réussisse à se sortir de la profonde crise politique qui secoue l'Algérie. La manœuvre du chef de l'armée est apparue aux yeux du peuple algérien comme une énième tentative de sau-

ver le système.

Des manifestations ont eu lieu dans toutes les villes du pays. La population reste à juste titre très méfiante à l'égard des manœuvres du pouvoir. Samedi 30 mars, différents collectifs protestaient contre le système, devant la place de la Grande-Poste transformée en forum. Le soir même, lorsque la chaîne privée Echourouk TV, pro-Gaïd Salah, a annoncé que les forces de gendarmerie étaient déployées dans tout Alger, un millier de jeunes sont descendus dans la rue pour vérifier l'information et la démentir sur les réseaux sociaux. Une manifestation nocturne s'est improvisée de la grande poste à la place Audin, au cri de « *Armée, peuple, frère ! Frère !* » Le lende-

main, dimanche soir, à l'annonce de la formation du nouveau gouvernement, une autre manifestation nocturne s'est déroulée au cri de « *Dégagez !* » « *On vous demande de partir, pas de faire un nouveau gouvernement !* » Ces slogans étaient repris par les étudiants, les retraités qui se sont retrouvés devant la grande poste lundi et mardi 2 avril. Et vendredi 5 avril, acte VII de la contestation, la mobilisation était toujours aussi grande.

Le peuple algérien a pris la rue. Que les travailleurs, les couches populaires s'organisent pour contrôler la transition est le meilleur gage pour l'avenir.

Les travailleurs dans la mobilisation



Wikimedia Commons

La presse algérienne rend très peu compte des mobilisations qui concernent les travailleurs, bien qu'en semaine ils soient un certain nombre à répondre aux appels lancés sur les réseaux sociaux. Dès jeudi 28 mars, les travailleurs de la SNVI (la Société nationale des véhicules industriels, située à Rouiba, près d'Alger) étaient en grève. Leur assemblée, qui a réuni plusieurs centaines de travailleurs, a été pour eux l'occasion de dire ce qu'ils avaient sur le cœur contre le système et le syndicat UGTA qui les a trahis. Fil-

mée et postée sur Facebook, l'intervention d'un travailleur a marqué les esprits : « *Octobre 88, c'est nous qui l'avons démarré et, à l'époque, c'était pour 100 dinars. Mais aujourd'hui c'est pour le pays, c'est pour l'Algérie ! On a fait cinq jours de grève, personne n'a parlé de nous, c'est une honte ! Lorsque la SNVI tousse, c'est tout le pays qui a la grippe ! Ils nous occultent car ils ont peur de nous !* » Dimanche 31 mars, ils étaient de nouveau en grève et encore plus nombreux en assemblée générale pour demander des comptes

aux dirigeants de l'UGTA.

Dans le secteur privé où la précarité est la règle, les pressions patronales sont plus fortes. Malgré tout, mardi 2 avril, c'était au tour des travailleurs de LU de la zone de Rouiba de se mettre en grève, en dépit des menaces du patron français de licencier les meneurs.

Dans la région de Bejaia, lundi 1er avril, les ouvrières des entreprises publiques du textile étaient de nouveau en grève, ainsi que les travailleurs de Naftal, filiale de la Sonatrach. Dans la zone industrielle d'Akbou, les travailleurs de la laiterie Soummam, de l'huilerie Ouzellaguen, de Général Emballage se sont mis en grève aussi pour le paiement des jours de grève et ils ont obtenu gain de cause.

Sur les réseaux sociaux, un nouvel appel à la grève générale a été lancé pour les 6, 7 et 8 avril. Après les vacances scolaires, le 10 avril, les syndicats de l'enseignement appellent eux aussi à une journée de grève générale.

Le président se donne bonne conscience

Le 17 mars, 16 500 tonnes de riz de 2ème choix sont arrivés à quai dans le port de Toamasina en provenance de l'Asie. Ce riz appelé « Vary mora » est destiné à être vendu à moindre prix pour ceux qui sont très pauvres, dans les quartiers les plus défavorisés de quelques grandes villes du pays. On ne sait pas à quel prix ce riz a été acheté mais il est vendu moins cher sur le marché local. Ce projet fait partie des promesses de campagne de Rajoelina, investi président depuis cette année. Dare-dare il s'est rendu à Toamasina pour se faire voir et surtout pour faire son show devant les caméras de télévision.

Pendant ce temps les travailleurs et les petites gens subissent de plein fouet les effets de la crise économique. Avec l'augmentation des prix du carburant, ceux de l'eau, de l'électricité et des transports collectifs sont montés en flèche. Les salaires restent bloqués et le chômage frappe tous les foyers. Le président cultive son image de « chef d'État qui tient ses promesses ». À grand renfort de publicité il annonce le début des travaux de réfection de telle route nationale ou la prise en charge par l'État du nettoyage de telle grande ville qu'il trouve sale. Le 29 mars, lors de la cérémonie de commémoration de l'anniversaire de l'in-

surrection anticoloniale de 1947, les tenants du pouvoir n'ont pas manqué de mots pour dire que « l'ennemie est la pauvreté ». Ce sont là que des paroles mensongères destinées à tromper les gens, pour qu'ils prennent leur mal en patience. La situation des travailleurs et des classes pauvres n'a fait que s'aggraver depuis des années.

Andry Rajoelina à la suite de ses prédécesseurs, continue de laisser les mains libres aux capitalistes qui eux démolissent les conditions d'existence des travailleurs pour s'enrichir toujours plus.

MAURICE

Les travailleurs malgaches du Textile en grève pour l'égalité salariale avec les travailleurs mauriciens

Les capitalistes de la zone franche de l'industrie textile ont trouvé un bon moyen pour réaliser encore plus de profits, en faisant venir de la main-d'œuvre des pays à très bas salaires.

Des milliers d'ouvriers et d'ouvrières ont été ainsi acheminés du Bangladesh, de Chine ou de Madagascar et s'échinent pour des salaires encore inférieurs à ceux des ouvriers mauriciens pourtant mal payés.

Dans l'usine appartenant à l'entreprise Firemount de la Tour Koenig à Port Louis, les ouvriers malgaches sont logés à quatre dans une chambre de neuf mètres carrés et dorment dans des lits superposés, mais doivent déboursier pour cela 1400 roupies de loyer alors qu'ils sont payés entre 3 000 et 5 000 roupies (soit entre 76 et 126 euros) bien en-dessous du salaire minimum mauricien qui est de 9000 roupies, soit 230 €. Il faut ajouter à cela les diverses déductions arbitraires opérées par les patrons de Firemount sur leur salaires ou encore l'obliga-

tion qui leur est faite de payer leur billet retour !

Or si ces ouvriers ont accepté de quitter leur pays d'origine pour s'expatrier à Maurice, c'est parce qu'à Madagascar les salaires sont d'environ 45 euros mensuels et qu'ils pensaient pouvoir renvoyer quelque argent à leur famille en gagnant plus.

Victimes de cette discrimination salariale, ils ne peuvent à peine que survivre. C'est cette situation désastreuse qui a poussés les 250 ouvriers malgaches de l'usine Firemount, employant un total de 900 salariés, à se mettre en grève jeudi 4 avril pour obtenir les mêmes salaires que les ouvriers mauriciens, le paiement de leurs arriérés de salaires et la fin de la maltraitance dont ils sont victimes. Le lendemain une partie des grévistes ayant obtenu satisfaction reprenait le travail, mais leurs camarades n'ayant pas obtenu leur dû continuaient leur mouvement de grève.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €

Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-

BENOÎT

e-mail :

contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n° 1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282